

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/W/63

27 juin 1997

(97-2672)

CONDITIONS D'EMPLOI APPLICABLES AU PERSONNEL DU SECRETARIAT DE L'OMC

Projet de décision

Le Conseil général de l'OMC et le Comité exécutif de l'ICITO,

Notant qu'un Secrétariat de l'OMC sera établi conformément à l'article VI de l'Accord instituant l'OMC,

Considérant la Décision ministérielle de Marrakech sur les conséquences organisationnelles et financières découlant de la mise en oeuvre de l'Accord instituant l'OMC,

Rappelant que l'OMC est une organisation *sui generis* instituée en dehors du système des Nations Unies,

Rappelant également la Décision adoptée par le Conseil général à sa réunion des 7, 8 et 13 novembre 1996 disposant que le Conseil général poursuivra en 1997 son examen du projet de décision du 18 septembre 1996, en vue de parvenir à une conclusion finale pour le 30 juin 1997, ainsi que la Décision adoptée par le Conseil général le 6 mars 1997 établissant le Groupe de travail des conditions d'emploi applicables au personnel du Secrétariat de l'OMC et définissant son mandat,

Notant les progrès réalisés par le Groupe de travail,

Décide ce qui suit:

1. Le Directeur général, en sa qualité de Secrétaire exécutif de l'ICITO, mènera à terme pour le 31 août 1997 des consultations circonstanciées avec la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies au sujet des modalités et conditions précises qui s'appliqueraient en cas de cessation de l'affiliation de l'ICITO à la Caisse, y compris en particulier la méthode qui serait utilisée pour déterminer la part proportionnelle des avoirs de la Caisse qui devrait être restituée à l'ICITO au titre de l'article 16 des Statuts de la Caisse,
2. Une seconde opinion sur les calculs de l'actuaire-conseil de l'OMC concernant le régime des pensions proposé sera élaborée par un actuaire désigné par le Président du Conseil général en consultation avec le Président du Groupe de travail et présentée au Président du Conseil général d'ici au 31 août 1997,
3. Le Conseil général examinera de nouveau la question en septembre 1997 et décidera des dispositions qu'il conviendrait de prendre.